

DECLARATION PREALABLE CHS DU 25/03/2019

L'administration des Douanes traverse actuellement un mouvement social sans précédent. En effet, avec la mise en place d'un futur Brexit, la Douane doit se repositionner sur un territoire abandonné depuis longtemps.

Nous demandons des effectifs réels et non des remplacements, des projets immobiliers à la hauteur des tâches attendues et tout le matériel nécessaire pour travailler convenablement.

Aujourd'hui, ce mouvement social dépasse les régions concernées et se traduit par des contrôles consciencieux un peu partout, ce qui pousse notre Ministre et notre Directeur Général à nous « *menacer* » et à nous inviter à ne plus contrôler. Les exemples abondent dans bon nombre de directions. Ici, des collègues sont délogés de leur point de contrôle et doivent répondre par écrit de leurs actes. Là, on interdit aux escouades d'aller sur l'autoroute en les priant d'aller contrôler les cols basques où circulent quelques tracteurs et des troupeaux de brebis partant à l'estive !

Un tract d'un syndicat de police relate l'ordre donné par le Préfet des Hauts de France de prendre les mesures nécessaires en cas de contrôle de douane inopiné et, surtout, de relever les identités, les plaques d'immatriculation, bref tout ce qui permettra d'identifier l'escouade fautive ! Cet ordre est-il de sa propre initiative ? Certainement non. Les corbeaux sont de retour... ceci est d'ailleurs en totale contradiction avec l'Etat d'urgence qui a justifié, notamment, l'utilisation d'une arme longue par les unités de surveillance !

Il est désormais interdit de contrôler... cette même hiérarchie aux ordres n'hésitera pas, une fois les « *émotions* » passées, à nous harceler pour « *faire du chiffre* » et à reprendre les contrôles.

Notre Ministre et notre Directeur Général nous ont proposé des miettes financières pour nous amadouer. Ils pensent que cela suffira. Ils n'ont pas encore compris que le malaise n'est pas seulement salarial (ce simple chapitre justifierait d'ailleurs une fronde légitime) mais qu'il exprime un ras le bol général concernant le fonctionnement d'une administration qui navigue à vue depuis les premières saignées de la LOLF.

C'est pourquoi le CHSCT 25 se retrouve à devoir gérer la hausse des demandes de simples matériels (prévu par les notes pondues en matière de sécurité) comme des chasubles, des lampes, des demandes de réfection de locaux... alors que c ' est normalement du ressort de la DGDDI de les financer.

Le boycott pur et simple serait - presque - donner raison à ceux qui, complètement détachés des réalités quotidiennes, nous gouvernent. Nous demandons, à minima, que le Directeur Régional fasse remonter ces revendications.

L' intersyndicale DOUANE
CGT, SOLIDAIRES et CFDT